

Taxe d'accise—Loi

Le budget révèle comme rien d'autre ne le pourrait que nous sommes revenus à l'époque de 1968-1972. Le premier ministre (M. Trudeau), qui avait alors obtenu une importante majorité, était à ce moment-là considéré comme un grand progressiste. En 1967, j'enseignais à l'Université York de Toronto, et bien des Torontois disaient que le pays avait besoin d'un homme progressiste comme Trudeau pour diriger le parti libéral. Au sujet de son caractère progressiste, un libéral m'a dit en privé que le président du Conseil privé avait offert son assurance personnelle que, le moment venu, il offrirait son appui au premier ministre actuel dans la course à la chefferie. Après avoir appris cette nouvelle, j'ai su que le premier ministre actuel se sentirait chez lui dans le parti libéral et à l'aise comme premier ministre libéral après cet autre grand révolutionnaire que fut feu William Lyon Mackenzie King. A l'occasion de son centenaire en décembre, le premier ministre a décrit l'ancien chef libéral comme «notre plus grand révolutionnaire». C'est la description que fait le premier ministre actuel d'un ancien chef du parti libéral, qui a dirigé le Canada pendant si longtemps.

Je comprends pourquoi le premier ministre actuel aurait considéré Mackenzie King comme un grand révolutionnaire. Après tout, un premier ministre qui approuverait ce ministre des Finances d'avoir présenté un tel budget pourrait bien considérer Genghis Khan comme un grand révolutionnaire. Cela ne m'étonne guère.

Avant de passer à la mesure fiscale elle-même, j'aimerais signaler que Mackenzie King, dont certains libéraux ont parlé comme d'un homme très progressiste, est aussi celui qui, tout de suite après la Première Guerre mondiale, quand il en a eu la possibilité—et le premier ministre le sait—est allé rencontrer des socialistes en Grande-Bretagne et a foncé chez George Bernard Shaw. C'est ce qu'indiquait implicitement son journal. Bien des gens, en Angleterre et ailleurs, considéraient George Bernard Shaw non seulement comme un grand dramaturge, mais aussi comme un grand socialiste.

Le jeune Willie King a écrit dans son journal qu'il n'aimait vraiment pas Shaw et tous ces autres socialistes parce qu'ils buvaient de la bière. King disait qu'il faut bien délimiter ses idéaux politiques et surtout ne pas fréquenter les buveurs de bière.

Plus tard, évidemment, c'est ce même King, l'homme que notre premier ministre décrit comme le plus grand révolutionnaire de notre temps, qui aurait épousé une infirmière de Chicago, si sa mère, ayant découvert qu'elle était d'extraction modeste, ne s'était empressée de l'en avertir par lettre, alors qu'il rendait visite aux Carnegie, famille américaine pauvre s'il en est.

Une voix: Revenez au sujet qui nous intéresse.

M. Broadbent: Je crois qu'il vaut la peine de faire consigner cela au hansard. La mère de Willie King lui écrivit qu'il aurait mieux fait de ne pas épouser cette infirmière car une infirmière, ce n'était pas assez bon parti pour lui. A mon avis, il ne serait pas surprenant que le premier ministre considère cet homme comme un révolutionnaire. Leurs idées ne diffèrent en rien, pas plus que leur attitude sociale. Ce sont des individus très semblables et l'on peut dire également que le gouvernement qui administre actuellement le pays est très semblable au gouvernement de l'époque Mackenzie King. C'était légèrement

différent quand le gouvernement était minoritaire et où quatre ou cinq conservateurs de l'arrière-ban pouvaient dire qu'ils avaient fait quelque chose.

Je voulais simplement faire un bref historique aux libéraux qui ne savent pas grand-chose de leur propre parti. Maintenant, revenons-en à la question à l'étude. Comment se fait-il qu'on nous ait présenté cette mesure fiscale? C'est parce que le gouvernement a besoin de revenus supplémentaires pour payer nos importations de pétrole. Le gouvernement doit combler la différence entre ce que nous recevons sous forme de taxes à l'exportation pour le pétrole que nous exportons et ce que nous devons payer pour le pétrole que nous importons sur la côte Est.

Nous avons besoin de revenus supplémentaires, cela ne fait aucun doute. Personne ne le conteste. Mais notre parti se demande si ces revenus doivent vraiment s'élever à 350 millions cette année et à quelque 500 millions l'année prochaine. Certaines affaires portées devant les tribunaux en Nouvelle-Écosse et aux États-Unis nous portent à croire que les compagnies pétrolières du Canada, c'est-à-dire les filiales des compagnies multinationales, fixent les prix de façon immorale et illégale. Nous avons de graves soupçons à cet égard, mais bien sûr le gouvernement n'a pas envie de mener une enquête systématique comme celle à laquelle se livrent le sénateur Church et son comité aux États-Unis.

J'espère que les enquêteurs du sénateur Church viendront au Canada et j'ai l'intention de communiquer avec ce comité pour lui faire remarquer que notre gouvernement ne désire pas mener d'enquête sur les pratiques internes des sociétés pétrolières. Comme les représentants du sénateur Church se sont rendus en Italie pour enquêter sur les procédés des compagnies pétrolières de là-bas, je ne vois pas pourquoi ils ne viendraient pas au Canada. J'ai l'impression que ce que l'on découvrirait au Canada serait aussi révélateur que ce que l'on découvre en Italie.

Nous ne croyons pas—et nous aimerions connaître tous les faits—que le gouvernement ait vraiment besoin de toutes les recettes complémentaires dont il prétend avoir besoin pour acquitter le prix majoré du pétrole importé. Si nous savions tout sur la façon dont les compagnies pétrolières fixent leurs prix, je pense que l'on s'apercevrait qu'il faut des recettes bien inférieures à celles qui sont actuellement demandées. Certes, il faut certaines recettes supplémentaires, mais d'après nous ce n'est pas à l'automobiliste canadien à moyen et faible revenu à payer cette année et l'année prochaine ce fardeau de revenus supplémentaires.

● (2120)

Je prétends que 90 p. 100 des gens qui roulent aujourd'hui en voiture y sont obligés pour aller au travail et en revenir. L'automobile n'est donc pas un luxe. Or, le gouvernement impose un fardeau de 350 millions de dollars cette année et de 500 millions de dollars l'année prochaine aux citoyens à moyens et faibles revenus, et le Nouveau parti démocratique trouve ce procédé absolument inadmissible. Mais les députés libéraux de l'arrière-ban vont pouvoir dire en ricanant: «Oh, ils éventent la mèche mais au fond ça ne nous dérange pas». Ils continueront à agir de la sorte pendant encore trois ou quatre ans, puis juste avant les prochaines élections ils sortiront une plate-forme électorale truffée de clichés progressistes, et ils essayeront encore de bernier les Canadiens. J'espère que ça ne prendra pas en 1978.